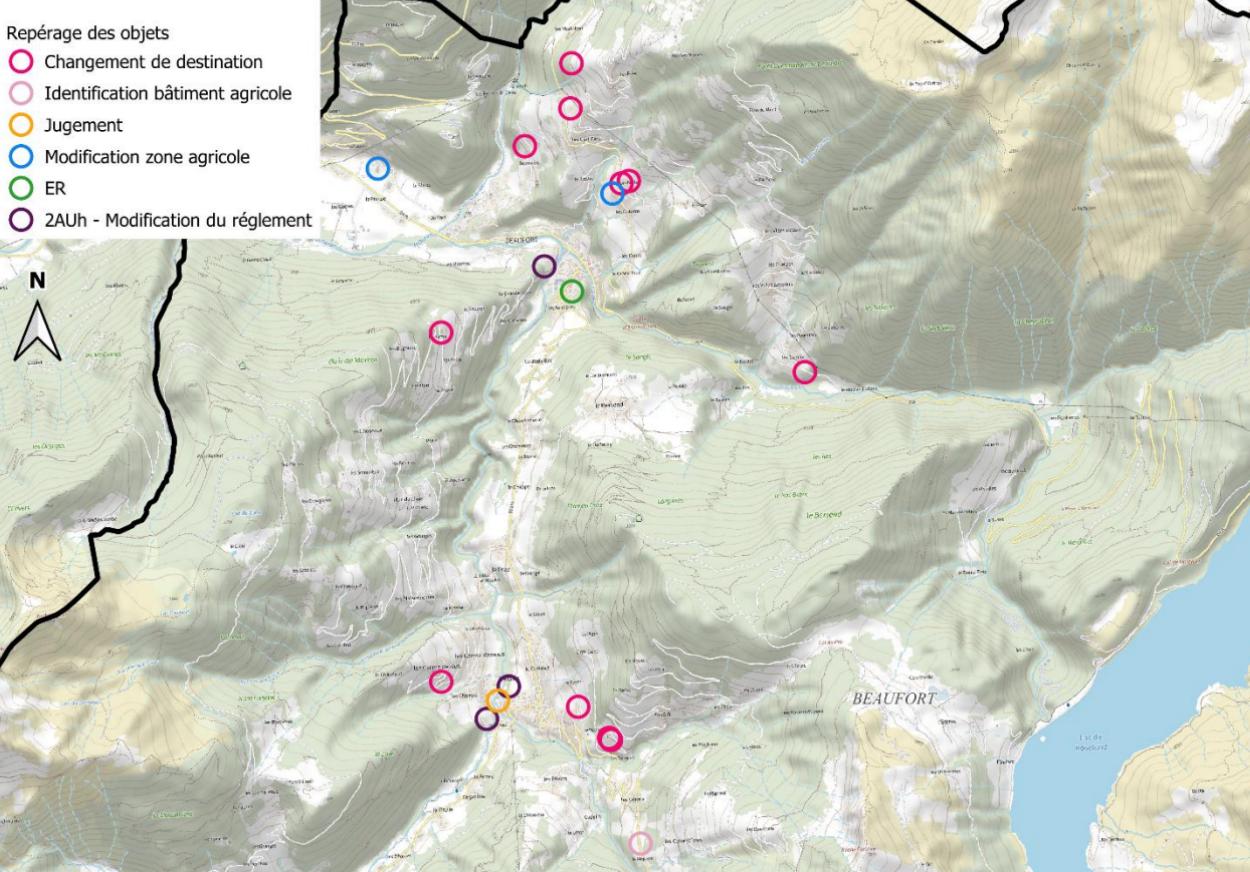


RUBRIQUE 2.5

Repérage des objets

- Changement de destination
- Identification bâtiment agricole
- Jugement
- Modification zone agricole
- ER
- 2AUh - Modification du règlement



Les extraits du zonage avant et après procédure figurent dans la notice de la révision allégée.

RUBRIQUE 6 – AUTO-EVALUATION

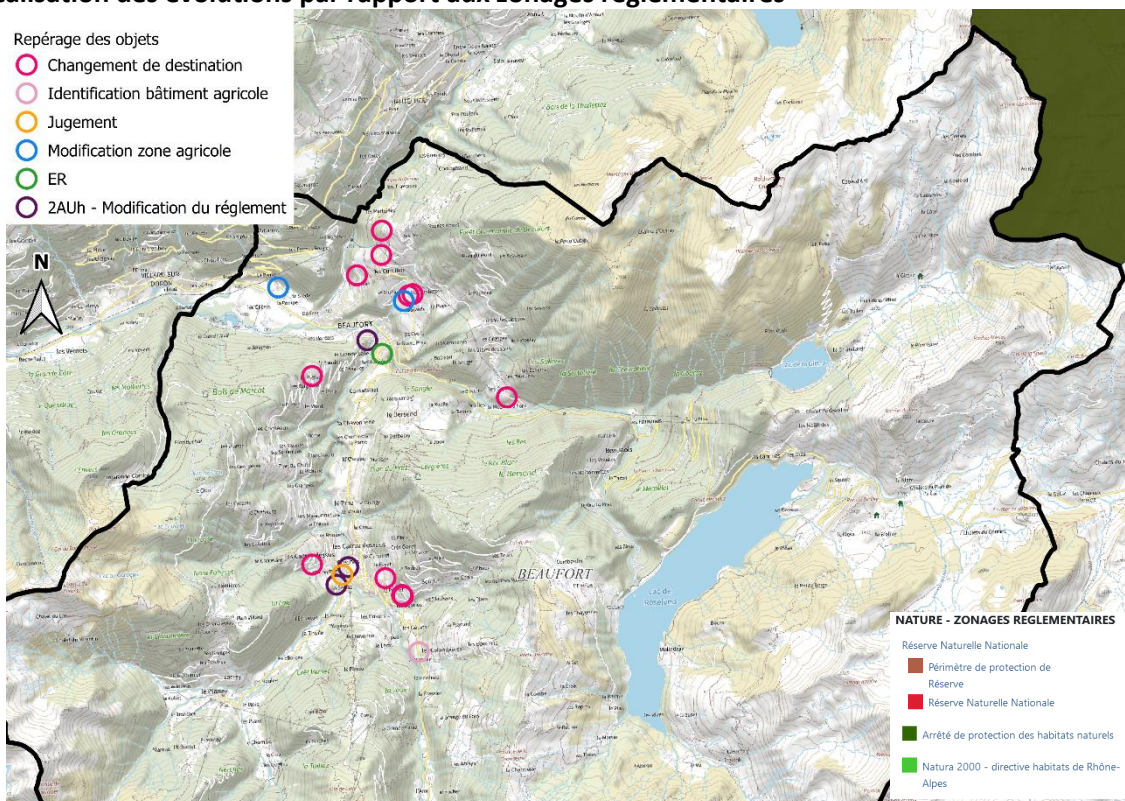
Susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

Un site Natura 2000, désigné au titre de la directive « Habitats », est limitrophe sur la commune des Contamines-Montjoie. Il s'agit du site « Contamines-Montjoie – Miage – Tré la Tête » (FR8201698). Ce périmètre correspond également à celui de la Réserve naturelle nationale portant le même nom. Toutefois, la commune de Beaufort n'est pas citée dans le document d'objectifs de ce site Natura 2000.

Les secteurs objets de l'évolution du PLU sont localisés à bonne distance des périmètres couverts par des mesures de protection Natura 2000. Ainsi, les modifications envisagées dans le cadre de la présente évolution du PLU ne sont pas de nature à engendrer des effets directs ou indirects sur les objectifs de conservation du site Natura 2000, ni sur les habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire ayant motivé sa désignation.

Aucune mesure ERC (Eviter, Réduire, Compenser) n'est donc nécessaire.

Localisation des évolutions par rapport aux zonages réglementaires



Source : https://carto.open-datara.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Incidences sur les milieux naturels, la biodiversité et les corridors écologiques

Dans les trames vertes et bleues du SRADDET les éléments suivants ont été identifiés sur la commune de Beaufort :

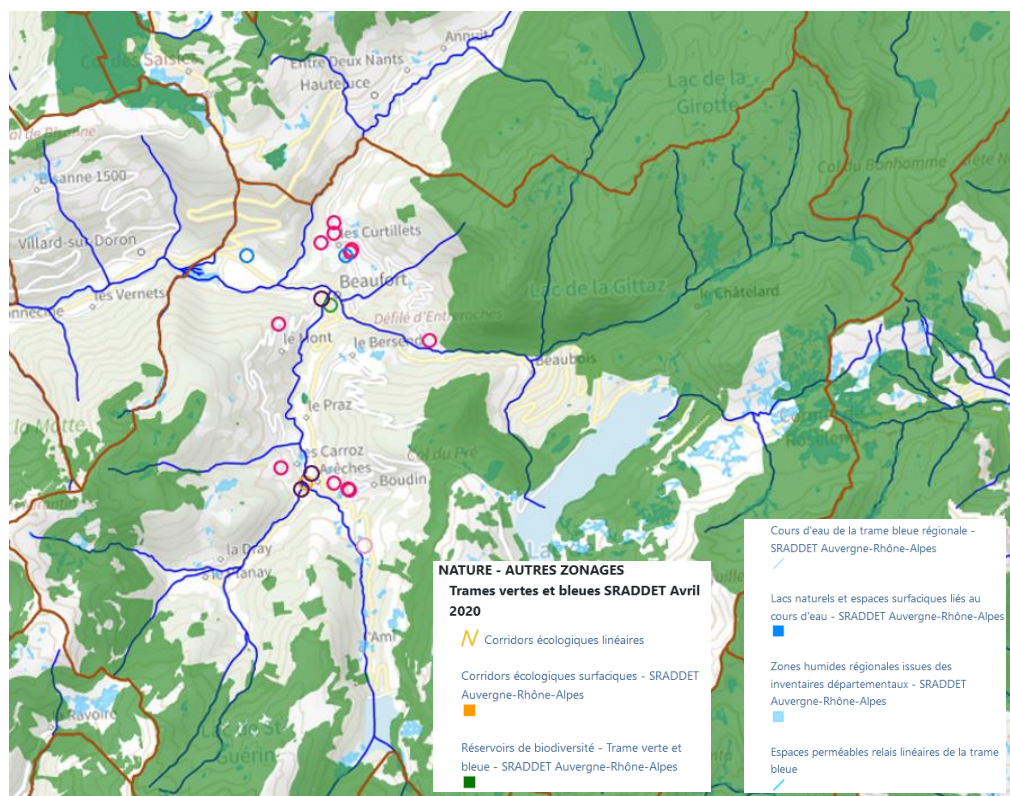
- 14 cours d'eau (linéaire)
- 18 espaces perméables rais (linéaires)
- 165 espaces perméables relais (surfaciues)
- 584 réservoirs de biodiversité

Commune de Beaufort – révision allégée n°2

- 89 zones humides

Le SRADET ne recense aucun corridor écologique sur la commune de Beaufort. Par ailleurs, les secteurs concernés par la présente évolution du PLU ne sont situés dans aucun réservoir de biodiversité défini dans les trames vertes et bleues du SRADET. En conséquence, les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur la continuité écologique du territoire communal.

Localisation des évolutions par rapport à la trame verte et bleue identifiée au SRADET



Source : https://carto.open-datara.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Concernant les zones humides

La commune comprend 89 zones humides et 6 tourbières sur son territoire. La plupart des secteurs concernés par l'évolution du PLU sont localisés à bonne distance de ces milieux sensibles. Seuls trois secteurs localisés à Arêches, comprenant des bâtiments identifiés comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination, ainsi qu'un bâtiment identifié comme à vocation « agricole », se trouvent à proximité relative de zones humides :

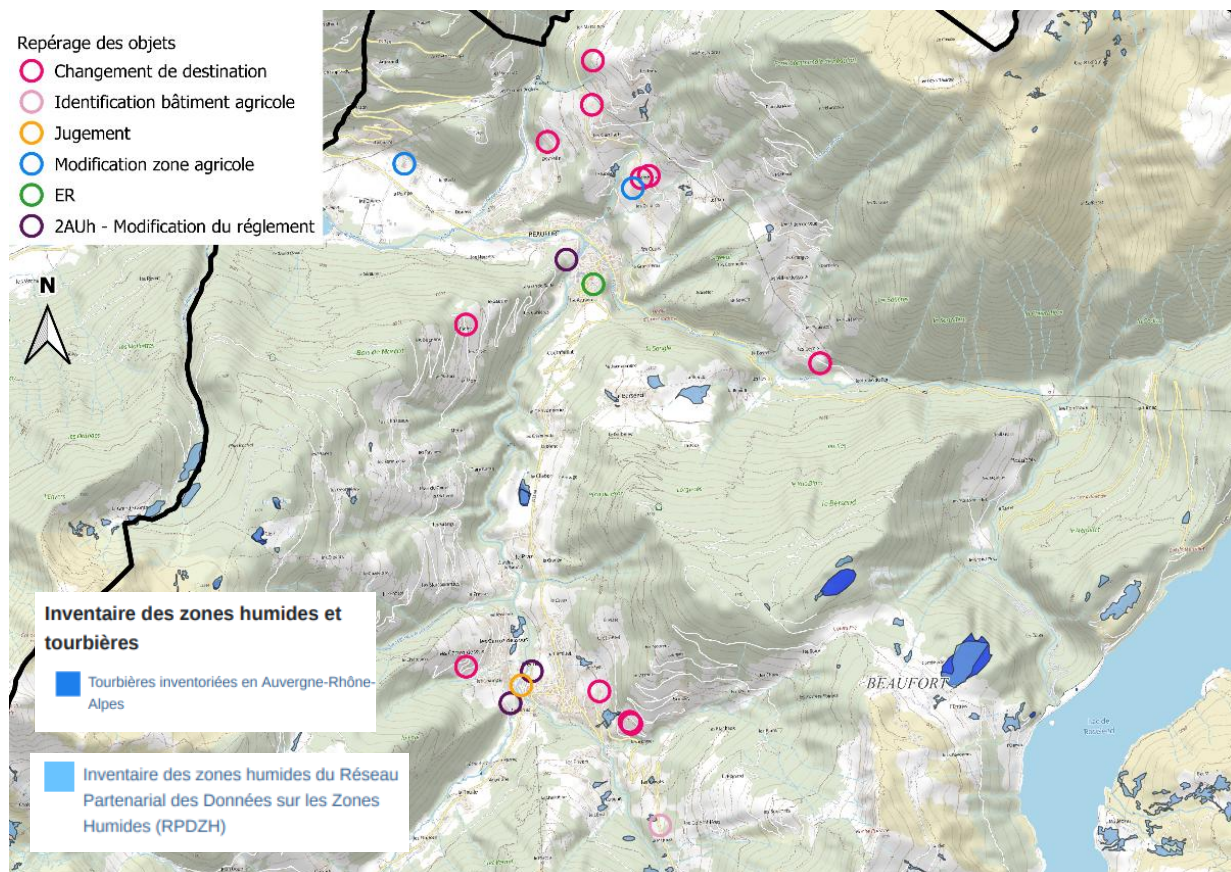
- Le bâtiment localisé au lieu-dit La Piche se situe à plus de 210 mètres de la zone humide située au nord et à plus de 150 mètres de celle située au sud. Ces distances, relativement importantes, ainsi que le fait que le bâtiment soit déjà existant, garantissent l'absence d'impact sur le fonctionnement écologique des milieux humides environnants.
- Les deux bâtiments situés dans le secteur du Pontet sont implantés à environ 100 mètres de la zone humide la plus proche. Là encore, la distance et le fait que le bâtiment soit déjà existant assurent que la modification envisagée n'aura pas d'incidence sur ces milieux.
- Le bâtiment situé au lieu-dit Le Mappas se trouve à plus de 35 mètres d'une zone humide, dont il est séparé par une route. De plus, la modification apportée consiste uniquement à identifier ce bâtiment comme à usage « agricole » dans le plan de zonage du PLU. Cette évolution n'aura

Commune de Beaufort – révision allégée n°2

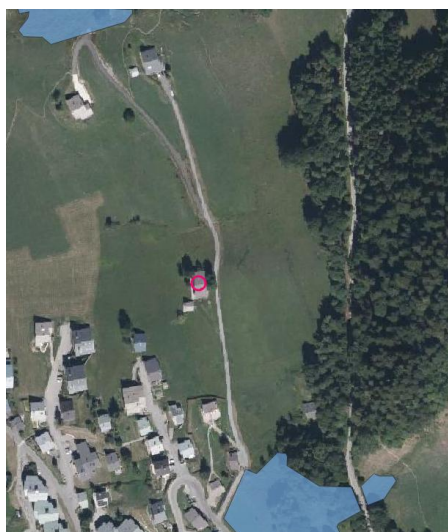
donc aucun impact, direct ou indirect, sur le fonctionnement écologique du milieu humide voisin.

La présente révision allégée du PLU n'entraîne aucun impact sur les zones humides identifiées sur le territoire communal.

Localisation des évolutions par rapport aux zones humides



Zone humide – zoom sur le bâtiment situé à La Piche



Zone humide – zoom sur les bâtiments situés au Pontet



Zone humide – zoom sur le bâtiment agricole (Les Mappas)



Incidence sur les ZNIEFF

Onze zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I sont présentes sur la commune. Mais aucun secteur objet de l'évolution du PLU n'est répertorié à l'intérieur de ces périmètres.

Trois Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II sont présentes sur le territoire communal, dont la ZNIEFF « Beaufortain ». Plus précisément, 14 487 hectares de cette ZNIEFF se situent sur la commune soit environ 25 % de sa surface totale. 7 secteurs objets de l'évolution du PLU sont répertoriés à l'intérieur du périmètre cette ZNIEFF.

Pour rappel, les ZNIEFF sont des dispositifs d'inventaire scientifique visant à « identifier et décrire, sur l'ensemble du territoire national, les secteurs présentant le plus grand intérêt écologique, notamment en matière de biodiversité patrimoniale ». Elles constituent un socle de connaissance de l'environnement local et un outil d'aide à la décision, sans pour autant avoir, en elles-mêmes, de portée réglementaire directe sur l'urbanisme.

La présence d'une ZNIEFF ne signifie donc pas systématiquement une inconstructibilité. D'autant plus que, dans le cas présent, la ZNIEFF du Beaufortain couvre une part importante du territoire communal.

Commune de Beaufort – révision allégée n°2

L'évolution du PLU envisagée ne remet aucunement en cause la protection environnementale existante car elle concerne principalement :

- L'identification de bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination,
- la modification du règlement sur les annexes et la surface des logements de fonction en zone agricole,
- ainsi que l'ajustement de certains emplacements réservés.

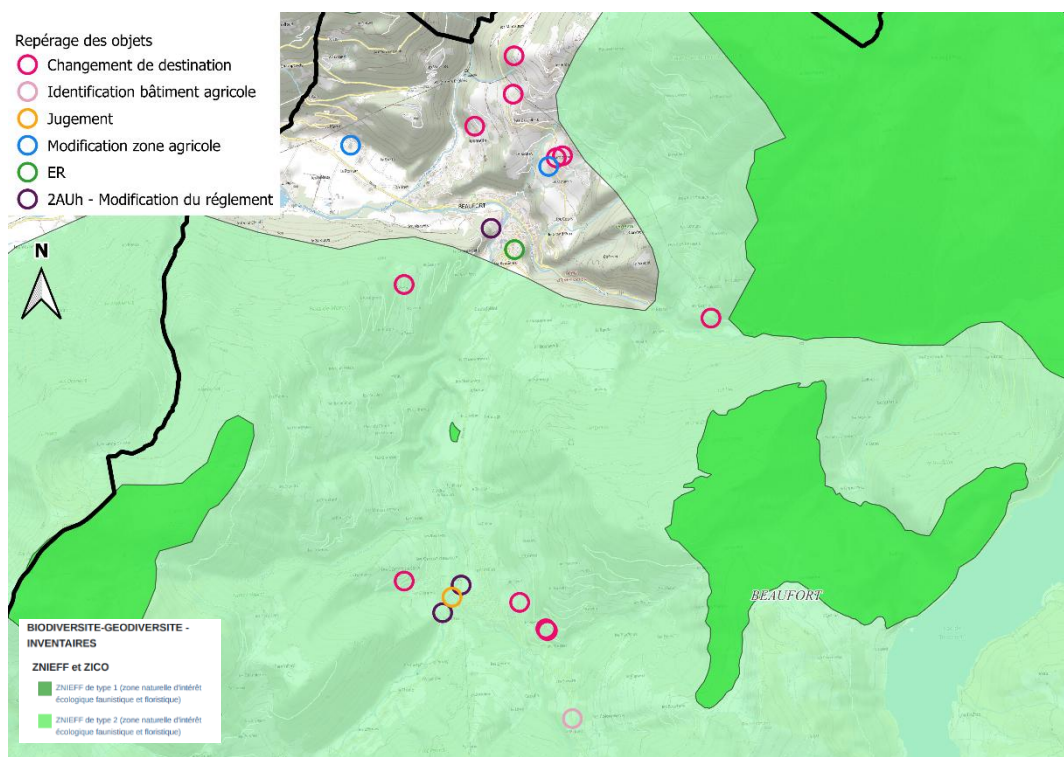
Ces évolutions sont ponctuelles, encadrées et n'auront pas d'impact direct sur les composantes écologiques identifiées dans la ZNIEFF.

Concernant les deux autres ZNIEFF de type II présentes sur la commune, il s'agit :

- du « Massif du Mont-Blanc et ses annexes », dont seulement 0,5 hectare est situé sur le territoire communal,
- de l'« Ensemble de zones humides du nord du Beaufortain », qui couvre quant à lui environ 6,5 hectares sur la commune.

Ces surfaces, sont très minimes par rapport à l'étendue totale de ces ZNIEFF, et elles représentent une part très faible du territoire communal. Les secteurs concernés par l'évolution du PLU ne sont pas situés à l'intérieur de ces périmètres, et n'ont donc pas d'incidence sur ces zones.

Localisation des évolutions par rapport aux ZNIEFF de types 1 et 2



Source : https://carto.open-datara.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers

Concernant le reclassement de plusieurs parcelles initialement situées en zone Ub vers la zone Ue, effectué en application d'un jugement, cette évolution n'entraîne aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers. En effet, les parcelles concernées étaient déjà classées en zone urbaine.

Concernant l'évolution du zonage agricole sur deux secteurs, cette modification pourra entraîner une consommation mesurée de zones agricoles, dans la mesure où deux secteurs actuellement classés en zone Aa (où toute construction est interdite) seront reclassés en zone A, permettant la réalisation de bâtiments agricoles. Cette évolution s'inscrit dans un objectif de rénovation et de modernisation d'exploitations existantes. Les projets envisagés sont de faible ampleur et implantés en continuité immédiate des bâtiments agricoles existants, ce qui limite significativement l'impact sur la consommation d'espace. Par ailleurs, le reclassement en zone A implique que seuls les bâtiments à usage strictement agricole seront autorisés, garantissant ainsi le maintien d'un usage agricole des terrains. Cette mesure contribue au soutien de l'activité agricole locale. Enfin, un dispositif de compensation est mis en œuvre, visant à reclasser en zone Aa une surface équivalente à celle concernée par le déclassement, assurant ainsi un équilibre dans la préservation des espaces agricoles. Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'impact sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers demeure limitée.

Concernant l'identification de 11 bâtiments comme pouvant changer de destination, cette évolution a un impact limité sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers. Neuf des onze constructions comprennent déjà une partie logement, correspondant à l'habitation de l'ancien agriculteur. Le changement de destination permet principalement de pouvoir transformer les parties encore agricoles (grange, étable) en logement. Vu la configuration, peu généreront de nouvelles unités d'habitation. Concernant les deux bâtiments ne comprenant pas de parties logements, ceux-ci sont implantés à proximité immédiate d'habitations existantes. Le premier s'insère dans un petit hameau composé de plusieurs constructions, tandis que le second se trouve à moins de 80 mètres d'une résidence principale. Par ailleurs, les abords étant déjà utilisés par l'Homme, l'impact des travaux sur l'activité agricole environnante sera minime. L'amenée des réseaux devra se faire, le cas échéant, en impactant le moins possible les zones agricoles et de préférence à l'autonome, après la fauche et/ou la pâture.

L'emplacement réservé supprimé ne se situe pas en zone agricole et comme le projet ne sera finalement pas réalisé, cela permet d'éviter tout impact potentiel.

L'évolution du règlement applicable à la zone 2AUh n'a aucune incidence sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, dans la mesure où elle ne concerne pas de secteurs classés en zone agricole ou naturelle. Il s'agit d'une adaptation réglementaire interne à une zone déjà destinée à l'urbanisation.

L'évolution du règlement de la zone A permettant l'augmentation de la surface maximale autorisée pour les logements de fonctions a une incidence limitée sur la consommation d'espaces agricoles peut être envisagé car :

- Les logements de fonction sont d'ores et déjà autorisés en zone A ;
- L'évolution proposée vise uniquement à permettre un agrandissement de surface de l'ordre de 40 m² de surface de plancher par logement ;
- Les logements de fonction devront être réalisés soit à l'intérieur du volume bâti existant, soit en annexe accolée, ce qui limite fortement l'emprise supplémentaire au sol ;
- Cette évolution constitue un levier pour renforcer l'attractivité et la pérennité des exploitations agricoles, en améliorant les conditions de vie des exploitants.

Cette révision allégée du PLU a un impact limité sur la consommation d'espaces naturels agricoles ou forestiers.

Incidences sur l'eau potable

Le changement de destination des 11 bâtiments générera des besoins supplémentaires, de l'ordre 3,2 m³/j¹, ce qui reste limité. Les évolutions des bâtiments existants ne remettent pas en cause l'adéquation ressources/besoins, démontrée lors de l'élaboration du PLU qui met en avant que tous les réseaux sont excédentaires (voir notice).

Toutes les autres modifications prévues dans le cadre de cette évolution du PLU n'auront pas d'incidence significative sur la ressource en eau, dans la mesure où elles n'autorisent pas la création de logements ou d'hébergements supplémentaires.

- Évolution du zonage agricole : Les extensions prévues dans deux secteurs agricoles ont pour seul objectif l'amélioration des conditions de travail et du bien-être animal. Elles ne s'accompagnent d'aucune augmentation de cheptel et n'entraînent donc pas de hausse du besoin en eau potable.
- Modification du règlement : La modification du règlement en zone 2AUh vise uniquement à autoriser la création d'annexes. Celle relative à la zone A concerne l'augmentation de la surface maximale autorisée pour les logements de fonction, portée à 80 m², sans création de nouveaux droits. Ces logements étaient déjà autorisés dans la version précédente du règlement. Ces ajustements pourraient entraîner tout au plus une augmentation très marginale de la consommation en eau et de la charge sur le système d'assainissement, sans impact significatif au regard de la consommation globale du territoire.

Incidences sur la gestion des eaux usées et pluviales

Concernant l'identification de bâtiment comme pouvant changer de destination, aucune construction n'est raccordée au réseau d'assainissement collectif et trois sont raccordables. Mais la station d'épuration (STEP) intercommunale a la capacité pour traiter ces nouveaux effluents générés par les changements de destination. A noter qu'Arlysère, compétent pour l'assainissement, étudie des possibilités d'amélioration du fonctionnement de la STEP lors des périodes de pointe. Entre 8 et 11 constructions resteront en assainissement non collectif. Elles devront mettre en place, le cas échéant un système aux normes en vigueur.

Toutes les autres modifications prévues dans le cadre de cette évolution du PLU n'auront pas d'incidence significative sur la gestion des eaux usées et pluviales, dans la mesure où elles n'autorisent pas la création de logements ou d'hébergements supplémentaires.

Incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti

Les secteurs faisant l'objet de la présente évolution du PLU sont situés à l'écart des sites inscrits et classés présents sur le territoire communal. Ils ne génèrent ni incidence directe ni incidence indirecte sur ces espaces protégés.

Concernant les abords du bâtiment inscrit au titre des Monuments historiques le 25 janvier 2022, la maison forte dite Maison Blanc, il est à noter qu'une zone 2AUh ainsi qu'un emplacement réservé sont localisés à l'intérieur du périmètre des abords de ce monument.

Cependant, les modifications apportées dans ce secteur consistent :

¹ Données de référence : consommation moyenne d'eau potable = 150l/jour. Taille moyenne des ménages = 1,96. Calcul : consommation moyenne d'eau potable x Taille moyenne des ménages x Nombre de bâtiments identifiés comme pouvant changer de destination

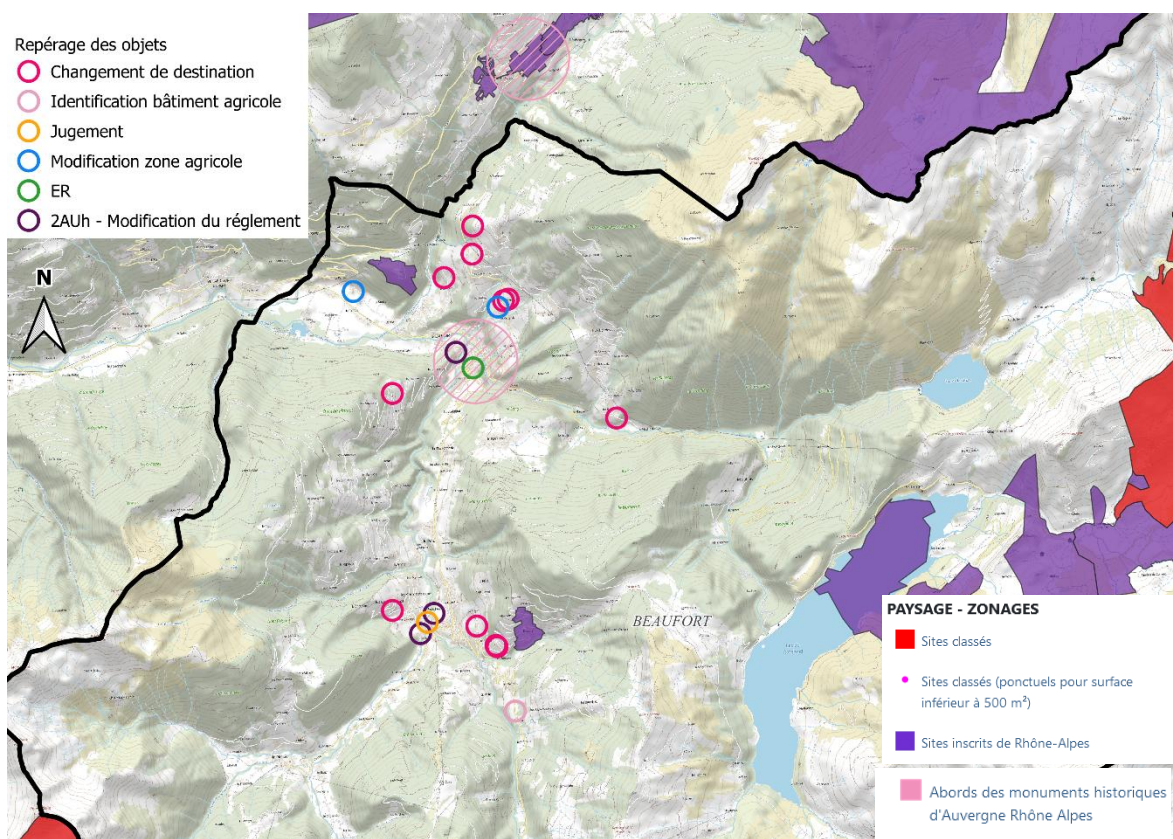
Commune de Beaufort – révision allégée n°2

- d'une part, en l'autorisation de création d'une annexe dans la zone 2AUh, déjà classée comme zone à urbaniser au document d'urbanisme antérieur,
- d'autre part, en la suppression de l'emplacement réservé, ce qui élimine toute incidence potentielle liée à son aménagement.

Par conséquent, ces évolutions n'entraînent aucune atteinte à la qualité paysagère ou patrimoniale du site ni à la valeur du monument protégé.

Par ailleurs, en ce qui concerne les effets sur le paysage de manière générale, les modifications envisagées sont d'ampleur limitée. Certaines d'entre elles sont même susceptibles de produire une incidence positive. Par exemple : l'identification de plusieurs bâtiments comme pouvant changer de destination contribue à favoriser un meilleur entretien du bâti existant sur la commune, ainsi que des espaces qui l'entourent. En effet, les constructions inoccupées sont actuellement parfois en mauvaise état, ce qui nuit à la qualité paysagère locale. La possibilité de transformation de ces bâtiments permettra une revalorisation de ces secteurs et une amélioration de leur perception paysagère. Les incidences de chaque type d'évolution est détaillé dans la notice.

Localisation des évolutions par rapport aux sites inscrits et classés



Source : https://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

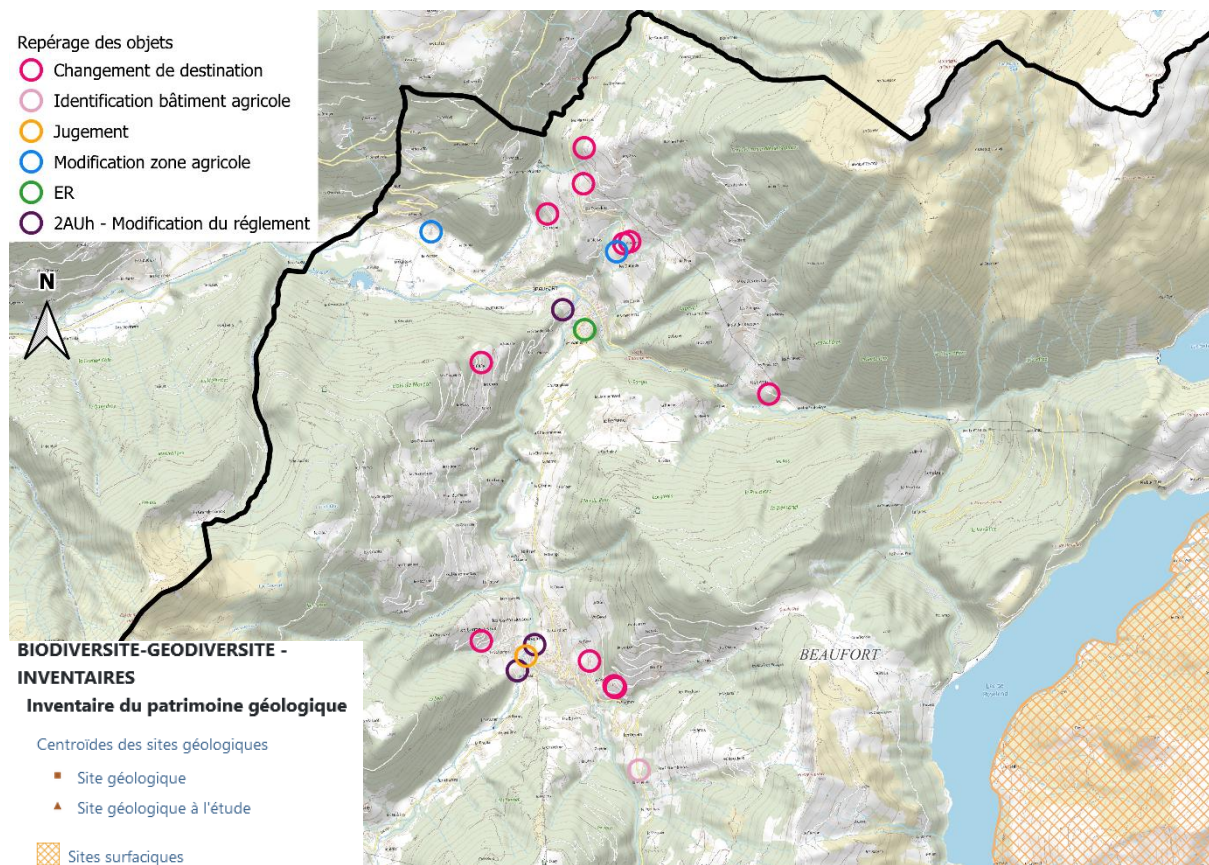
Incidences sur le patrimoine géologique

La commune de Beaufort comprend un site surfacique inscrit à l'inventaire régional du patrimoine géologique. Il s'agit du panorama géologique de la Roselette, caractérisé par des affleurements de calcaire du Malm et du Paléogène nummulitique.

Commune de Beaufort – révision allégée n°2

Les secteurs concernés par l'évolution du PLU sont situés à bonne distance de ce site géologique d'intérêt. Par conséquent, les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur le patrimoine géologique cartographié

Localisation des évolutions par rapport au patrimoine géologique

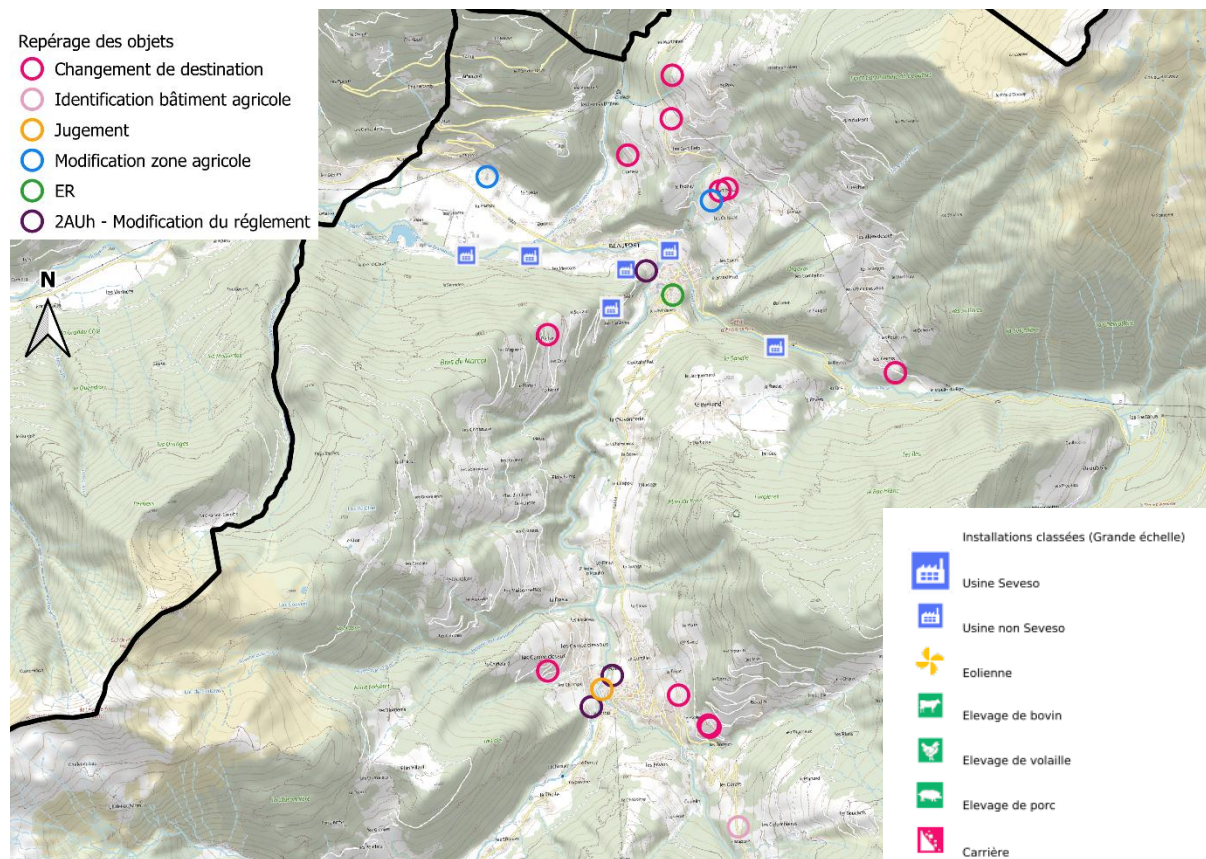


Source : https://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Prise en compte des Installations Classées pour l'Environnement

Sur la commune de Beaufort, 9 Installations classées ou autres sites inspectés sont présents.
Aucun objet de l'évolution du PLU ne se situe à proximité de ces établissements
L'évolution du PLU n'aura aucune incidence sur ces installations.

Localisation des évolutions par rapport aux ICPE



Source : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/carte#/admin/com/>

Incidences sur les sols pollués et les déchets

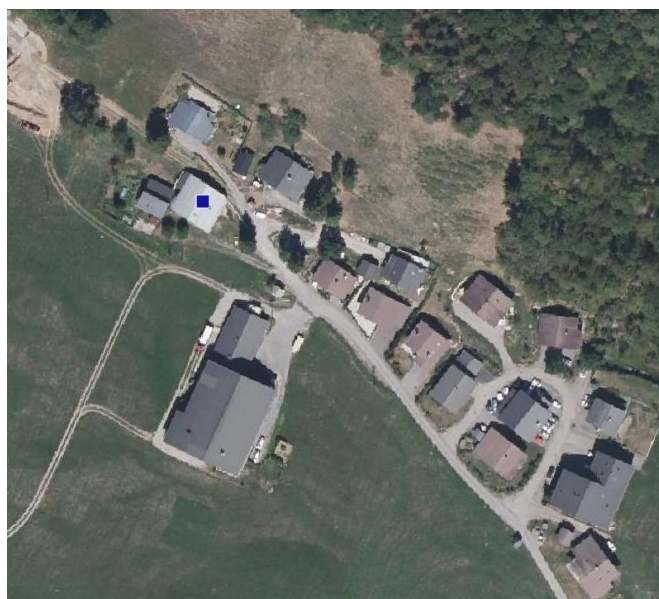
Sur la commune de Beaufort les éléments suivants sont recensés

- 19 CASIAS
- 0 SIS
- 0 BASOL
- 0 SUP

Les secteurs concernés par l'évolution du PLU sont globalement situés à distance des Anciens Sites Industriels et Activités de Services

Une seule exception est à noter : un bâtiment agricole, ainsi que la zone classée en zone A au lieu-dit Jourdan, se situent à environ 30 mètres d'un Ancien Site Industriel et Activité de Service. Il s'agit d'une carrosserie, mais les deux, sont séparés par un chemin.

Zoom sur le secteur concerné

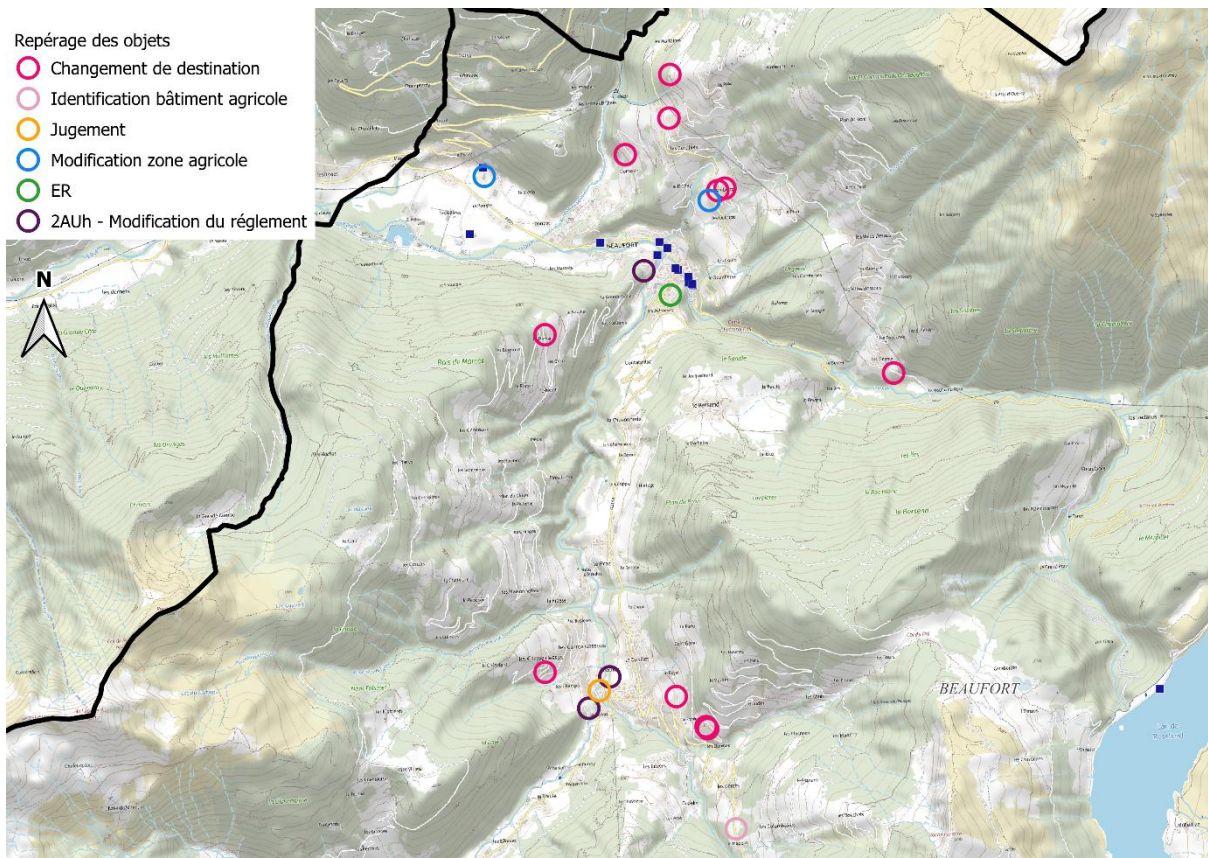


Par conséquent, l'évolution du PLU n'a aucune incidence sur l'état des sols, ni sur la gestion ou la présence éventuelle de pollutions ou déchets.

Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels

Repérage des objets

- Changement de destination
- Identification bâtiment agricole
- Jugement
- Modification zone agricole
- ER
- 2AUh - Modification du règlement



Source : <https://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/>

Sites et sols potentiellement pollués
Anciens sites industriels

- Localisation des anciens sites industriels et activités
- Emprises des anciens sites industriels et activités

Site pollué ou potentiellement pollué
(BASOL)

- Localisations des sites industriels
- Emprises des sites industriels
- Secteur d'information sur les sols
- Emprises des secteurs d'information sur les sols

Incidences sur les risques et nuisances

Les évolutions du PLU sont compatibles avec le PPRN approuvé. Le détail figure dans la notice de la modification.

Incidences sur l'air, l'énergie, le climat

Aucun élément spécifique n'a été relevé au niveau de l'air, de l'énergie ou du climat sur le territoire communal.

L'évolution du PLU n'a pas d'incidence sur la qualité de l'air, l'énergie et le climat.

CONCLUSIONS

Cette autoévaluation menée ci-dessus montre que le projet d'évolution du PLU n'a aucune incidence notable probable sur l'environnement ou sur la santé humaine.

En conclusion, le projet n'a pas à être soumis à évaluation environnementale.